

EL-HADI KHALDI À LA RADIO : 247 000 nouveaux stagiaires attendus pour la session de février

Près de 247 000 nouveaux stagiaires sont inscrits à la formation professionnelle pour la session de février prochain. C'est ce qu'a annoncé, hier, le ministre de la Formation et de l'Enseignement professionnels El-Hadi Khaldi, qui a été l'invité de l'émission Tahaoulet de la Radio nationale Chaîne I.

Les places pédagogiques ne posent pas problèmes, a rassuré le ministre de la Formation professionnelle, qui a précisé que les centres de formation sont prêts pour accueillir les nouveaux stagiaires. M. Khaldi a également souligné que 80 autres nouvelles spécialités seront ouvertes pour les jeunes sans niveau scolaire. Par ailleurs, le ministre a annoncé que le P-dg de l'entreprise Cosider a été nommé à la tête du Conseil national du partenariat, qui sera installé dimanche prochain. Ce conseil, dira le ministre, qui constitue un trait d'union entre le secteur de la formation et le monde du travail, regroupera entre autres des représentants des départements ministériels.

Il assumera l'évaluation et le consulting des différents besoins du secteur de la formation, notamment les spécialités exigées par le monde du travail, la durée des stages et la qualité des travaux pratiques. Le Conseil national du partenariat est à même de définir les besoins de chaque wilaya en matière de spécialités, a souligné l'invité de la Chaîne I. Sur un autre registre, le ministre a indiqué que l'entreprise SNVI a été choisie pour doter le secteur de bus qui serviront de centres de formation mobiles. Ces derniers se déplaceront vers les demandeurs de formation parmi les nomades du Sud et les habitants des régions reculées. L'entreprise mettra prochainement à la disposition du secteur cinq bus qui seront équipés d'écrans géants, pour dispenser les cours, et de moyens de E-formation en vue de lutter contre l'analphabétisme et d'offrir des prestations pédagogiques en matière de formation professionnelle. Soulignant que le secteur de la formation offre plus d'opportunités de travail, El-Hadi Khaldi a précisé que 85 % des diplômés du secteur trouvent facilement un poste de travail.

Salima Akkouche

JOURNÉE PARLEMENTAIRE SUR L'IMPLICATION DES JEUNES DANS LA VIE POLITIQUE

Plaidoyers pour une ouverture médiatique

Le président du Front national algérien (FNA), Moussa Touati, a plaidé hier, à Alger, pour l'ouverture d'espaces d'expression aux jeunes. «Ce sont les jeunes qui ont fait la guerre de Libération nationale mais, aujourd'hui, on ne retrouve pas de jeunes Algériens occupant des postes de responsabilités dans leur pays», a-t-il déploré. Sous le thème «Le dialogue des jeunes pour leur participation dans la vie politique», une journée parlementaire a été organisée, hier, par le groupe parlementaire du FNA. Le Dr Abdelali Razaki, professeur à l'Université d'Alger, et participant à cette journée, a affirmé que ceux qui sont nés à l'indépendance «ont été marginalisés et n'ont toujours pas reçu le flambeau». «De même pour la génération de la période du multipartisme et du pluralisme médiatique», a-t-il affirmé. Selon lui, encourager les jeunes à aller vers le dialogue pour leur insertion dans la vie politique exige de faire face à trois vérités. En premier lieu, la vie politique a été mise à l'écart. «Certains l'imputent à l'Etat d'urgence, d'autres à l'Alliance présidentielle dont les partis la constituant se sont transformés en comités de soutien au programme du président de la République», assure notre interlocuteur. Deuxièmement, la marginalisation des compétences. «Investir dans les infrastructures au détriment de l'homme et de la citoyenneté» et les institutions médiatiques qui «n'assurent pas leur rôle dans l'information» sont les deux autres réalités. Pour leur insertion, le D' Rezaki suggère, d'abord, l'ouverture des espaces de débats pour ces jeunes, les encadrer dans leurs projets par les partis politiques ainsi que la mise en place de nouveaux mécanismes pour leur responsabilisation. L'intervenant a assuré que les mouvements de protestation qu'ont connus les différents pays arabes sont menés par des jeunes qui communiquent en permanence par internet. Il s'interroge ainsi si ces jeunes peuvent être maîtres de leur destin sans un encadrement politique ? Ou vont-ils s'organiser politiquement comme ils l'ont fait dans le domaine de la communication ? Pour sa part, le Dr Mohamed Khoudja, a demandé l'ouverture des médias en Algérie aux partis politiques. «Nous sommes arrivés à un système fermé qui provoquera certainement l'explosion», dit-il.» Et de poursuivre : «Nous ne voulons pas que nos responsables soient des dinosaures qui ne disparaissent qu'avec une autre ère géologique.»

Rym Nasri

TENSION DANS LES LYCÉES Benbouzid rassure

Lors de la visite qu'il a effectuée hier mercredi dans la wilaya de Aïn-Defla, Boubekour Benbouzid, ministre de l'Education nationale, a répondu à un certain nombre de questions relatives au mouvement de contestation des élèves de terminale dans de nombreux lycées à travers le pays.

A ce sujet, il s'est montré très rassurant en minimisant l'ampleur de la contestation. «Selon les informations en ma possession, seuls 15 lycées dans 10 wilayas connaissent une certaine perturbation. Et encore ! Elle est toute partielle», a-t-il déclaré. En ajoutant : «Je rassure nos lycéens que l'examen du baccalauréat, qui aura lieu le 11 juin, portera sur les cours qu'ils auront reçus et seulement sur ces cours. La tenue des cours s'arrêtera dès le 12 mai, ce qui laissera à nos candidats un mois pour les

révisions et la préparation psychologique à ces épreuves. De plus, les candidats bénéficieront de vacances régulières figurant au calendrier.» Evoquant la cadence des cours, le ministre a précisé que «l'exécution du programme se déroule normalement et nous espérons que les résultats seront meilleurs que ceux des années précédentes». Sur la gestion des œuvres sociales de l'éducation, M. Bennouzi a affirmé qu'«elle relève de l'UGTA.» «Je ne les ai jamais gérées et je ne les gèrerai

jamais. Cependant, un texte est à l'étude au niveau du Premier ministère, qui a pour objet de clarifier la situation», a-t-il tenu à noter.

A propos des établissements qui poussent un peu partout avec des équipes administratives des plus réduites, des responsables assurant la gestion de plusieurs établissements à la fois, le ministre a promis de prendre en charge ce problème. Concernant les enseignants sortant de l'ENS avec un contrat d'emploi, au nombre de 136 et dont 39 n'ont pas été encore affectés, M. Benbouzid a rappelé au directeur de l'éducation de la wilaya de Aïn-Defla que l'Etat a un engagement envers eux, et que par conséquent, ils peuvent le poursuivre en justice pour ne pas avoir honoré ses

engagements. qu'ils peuvent obtenir gain de cause et exiger d'être payés. «Ils sont prioritaires par rapport aux autres licenciés, dira-t-il en sermonnant presque le responsable du secteur. Ce dernier pensant bien faire, a proposé aux wilayas limitrophes, accusant un manque dans certaines disciplines d'embaucher ces enseignants. «Si telle est la situation, c'est que la programmation a été mauvaise», a déclaré le ministre à l'adresse du directeur de l'éducation, lors de l'exposé qui lui a été donné quant à la carte scolaire de la wilaya, du lycée Ebou-Dher El-Ghifari de Khemis-Miliana, un nouveau lycée en remplacement de l'ancienne structure, dont le terrain a glissé.

Na. Mokhtar

MARCHE DU RCD

Un engouement sans précédent à Bouira

Les préparatifs vont bon train à Bouira pour la marche du RCD prévue pour ce samedi. Selon le président du bureau régional du RCD, Boutata Ahmed, l'écho favorable qu'a eu cet appel est perceptible surtout, et pour la première fois, dans les régions arabophones, jusque-là très réticentes vis-à-vis de tout ce qui est entreprise par le RCD.

Ce mercredi, ils étaient des centaines de militants du RCD, mais également des sympathisants, à se rendre au bureau régional du parti pour prendre les affiches et les acheminer vers les lointaines com-

munes comme Guerrouma, Boukram, Bouderbala, Maâla, mais aussi Ridane et El-Hakimia et d'autres encore ; des communes réputées parmi les plus réfractaires au niveau de la wilaya, non seulement au RCD, mais aussi à tout ce qui s'apparente à une revendication ou une protestation. Côté logistique, le président du bureau régional du RCD a indiqué que chaque section locale est chargée de procéder à la mobilisation de son parc roulant disponible auprès des militants, ainsi que de la location des microbus pour les militants et les sympathisants qui désireraient se déplacer ce samedi à Alger pour une marche qui sera historique. Historique surtout grâce à ses slogans qui sont plus que mobilisa-

teurs. Le RCD a, vraiment, voulu mobiliser toutes les forces vives de la nation pour se rassembler autour de ce minimum démocratique et républicain illustré par le triptyque : «Dignité, Justice, Liberté» et dans lequel se reconnaissent des centaines de milliers, voire des millions d'Algériens qui ne cessent, d'ailleurs, de témoigner verbalement leur soutien indéfectible à cette marche. Reste maintenant à savoir si ces démocrates, ces républicains, ces intellectuels joindront le geste à la parole en bravant l'interdit et en dépassant les calculs mesquins qui les ont toujours divisés. La réponse, nous la connaissons samedi prochain.

Y. Y.

Djenouhat accusé de vouloir perturber la marche

Vingt-quatre heures après avoir dénoncé le bureau d'Alger du RND qui fomentait de perturber la marche à laquelle le parti a appelé pour le samedi 22 janvier, le RCD pointe du doigt et accuse Salah Djenouhat, membre du secrétariat national de l'UGTA et député sous les couleurs du RND, d'activer à provoquer les incidents lors de la manifestation populaire.

«Pendant que l'UGTT accompagne et structure le mouvement social en Tunisie, l'UGTA installe des groupes de miliciens pour protéger les privilégiés de la rente», écrit le RCD dans un communiqué rendu public hier en fin de journée. Le parti de Saïd Sadi ne reste pas sur une vague dénonciation. Il informe que «parmi les responsables les plus zélés de cet appareil, Salah Djenouhat, baron de l'UGTA et activiste du RND, n'a rien trouvé de mieux que de payer onze délinquants de Sidi M'hamed pour les inciter à provoquer la

marche populaire du 21 janvier qu'il a décrite lors de la réunion tourmentée de l'UGTA, tenue le 18 janvier, comme une «action des ennemis de l'Algérie», a dénoncé le RCD ajoutant que «malheureusement pour lui, des syndicalistes, ayant le souci plus digne de leur mission, se sont opposés à sa position en lui disant qu'eux se rendraient à la marche».

Le RCD, vraisemblablement bien informé de ce qui s'est dit lors de la réunion de la Centrale syndicale du 18 janvier, a souligné, par ailleurs, que les opposants à Djenouhat lors de ce conclave «ont aussitôt appelé les jeunes soudoyés pour les dissuader de se faire les complices de la manipulation». Le RCD a informé, en outre, que l'un de ces jeunes approchés par Djenouhat a avoué qu'il avait reçu la promesse qu'il disposerait d'une table commerçante au niveau du marché Ali Mellah. «Voilà comment l'un des hommes

les plus corrompus du système abuse de la détresse de la jeunesse», a dénoncé encore le RCD. A Djenouhat, le parti de Saïd Sadi répond : «Oui, nous sommes vos ennemis. Pourquoi est-ce que vous-même, qui avez pourtant de bonnes raisons de vous opposer à la marche dirigée contre le système qui vous engraisse, ne venez pas affronter la foule samedi à la place du 1^{er} Mai ?». Le parti de Saïd Sadi a considéré, enfin, que «ces agitations de groupes qui ont pillé et déshonoré le pays sont pitoyables et méprisables. Elles ont cependant le mérite d'informer, si besoin est, sur l'état d'esprit actuel et la nature des individus et des clans qui veulent imposer le statu quo. Ce qui, a contrario, rend encore plus impérieuse une alternative urgente au régime de la rente ; une alternative qui commence par la marche populaire du 22 janvier».

S. A. I.

Les étudiants de Tizi-Ouzou seront de la manifestation de samedi

Il fallait s'y attendre. Il était, en effet, inconcevable que de l'Université Mouloud-Mammeri de Tizi-Ouzou ne parvienne pas une réponse à l'appel pour une manifestation ayant adopté les mots d'ordre pour lesquels les étudiants, depuis plus de trois décennies, se sont faits parmi les plus ardents défenseurs.

Désormais, à travers le Comité étudiantin de soutien à la marche d'Alger, les étudiants de Tizi-Ouzou ont exprimé leur adhésion à l'initiative du RCD. Un soutien assorti d'une déclaration rendue publique hier, à travers laquelle ledit comité s'est attardé pour expliquer son implication dans la manifestation projetée pour samedi. «L'expression violente des jeunes dans différentes régions du pays n'est que le résultat d'un demi-siècle d'autoritarisme, d'oppression et de mépris

envers un peuple qui s'est sacrifié pour libérer la nation du joug colonial. Depuis le recouvrement de l'indépendance, le régime algérien, obsédé par son maintien au pouvoir, n'a eu pour objectif que le détournement de la richesse nationale. Les luttes du peuple algérien, qui aspire à vivre dans la dignité, le progrès et la modernité ont toujours eu pour réponse la répression, la fraude électorale et la corruption.» C'est ainsi que le Comité des étudiants de l'Université de Tizi-Ouzou a entamé le quasi-

réquisitoire ayant motivé son implication dans la marche initiée par le parti du docteur Sadi. Pour les rédacteurs de la déclaration, la conjoncture que traverse le pays est un moment fort, comme l'ont été les précédents «soulèvements» depuis le Printemps berbère de 1980 aux événements de Kabylie d'il y a dix ans en passant par la révolution d'octobre 1988, un moment qui interpelle les consciences et exige l'union de toutes les forces démocratiques que les étudiants de Tizi estiment «autant un devoir qu'une nécessité pour éviter à la nation le naufrage». «La chute du régime de Ben Ali résonne dans tout le territoire nord-africain et annonce, comme ce fut le cas hier avec la dynamique de la décolonisation, la fin des dictatures

dans cette région qui a su surmonter, avec admiration, les épreuves difficiles. L'impressionnante mobilisation du peuple tunisien, particulièrement celle de la jeunesse, qui ne voulait pas renoncer, doit inspirer et motiver tous les patriotes de l'Afrique du Nord qui luttent héroïquement pour le renouveau démocratique et l'Etat de droit dans nos pays respectifs. C'est aussi une preuve irréfutable que la tyrannie n'est jamais pérenne», argue le Comité étudiantin de l'Université de Tizi-Ouzou qui ne manque pas d'appeler les Algériennes et les Algériens «soucieux du devenir et de l'honneur de la nation» de se joindre à la marche prévue samedi à 11 heures à Alger.

A. M.